

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Poutine-et-le-virage-de-la-Russie>

Poutine et le virage de la Russie

- Empire et Résistance - Blocs régionaux - BRICS - Russie -

Date de mise en ligne : vendredi 20 mai 2022

Description :

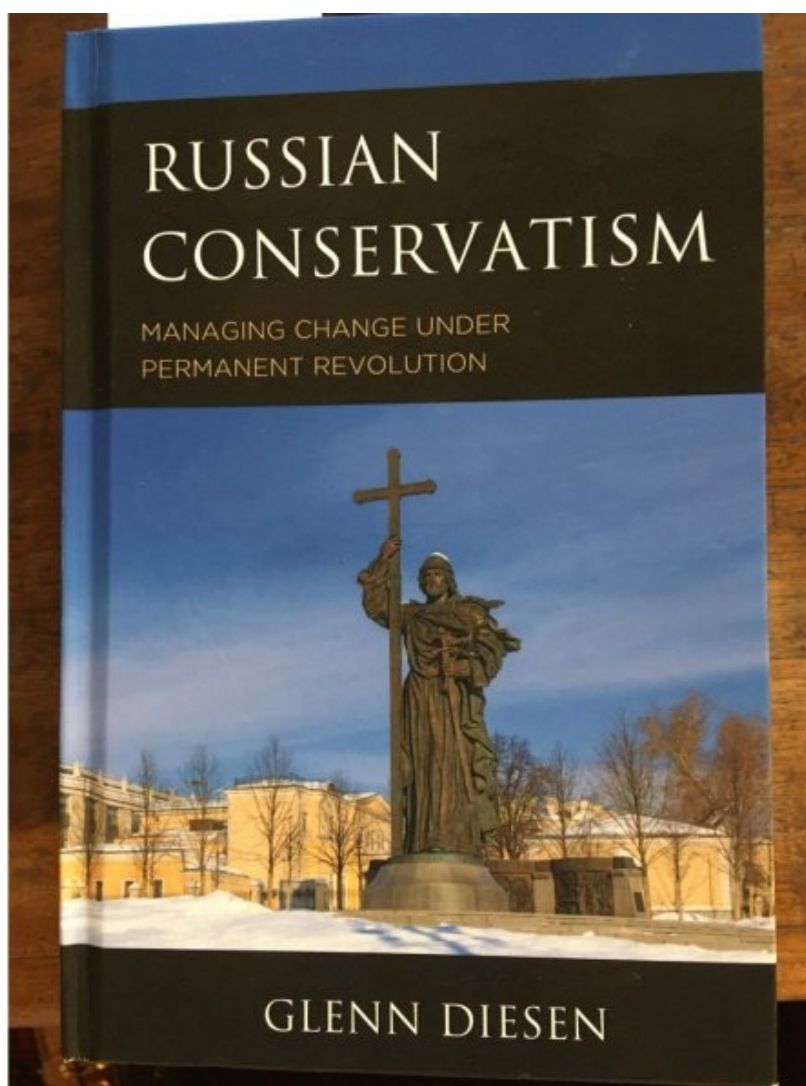
Poutine et le virage de la Russie. L'idéologie néoconservatrice russe prétend avoir mis fin à l'orientation ouest-européenne du pays, que le tsar Pierre le Grand avait mis en place il y a trois cents ans. Cette idéologie est-elle sérieuse ou est-ce une chimère ?... Rafael Poch de Feliu

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'idéologie néoconservatrice russe prétend avoir mis fin à l'orientation ouest-européenne du pays, que le tsar Pierre le Grand avait mis en place il y a trois cents ans. Cette idéologie est-elle sérieuse ou est-ce une chimère ?

La désastreuse guerre en Ukraine a révélé une nouvelle Russie. Comment une aventure aussi extrême et insensée a-t-elle pu se produire ? Quelle idéologie et quel projet national l'ont rendue possible ? L'orthodoxie médiatique répond à ces questions encore et encore, en répétant « Poutine, Poutine, Poutine... ». La diabolisation du président russe tente de tout expliquer par un scénario hollywoodien puéril et manichéen, mais que se cache-t-il derrière cette façon de faire ?

Comment est- née la nouvelle mentalité néoconservatrice de l'élite russe ? Cette réaction à la « mondialisation cosmopolite » et à la « décadence libérale », que l'on peut observer partout, y compris en dehors de la Russie a-t-elle un avenir ? Et comment ce virage russe particulier s'articule-t-il avec le déplacement du pouvoir mondial de l'espace euro-atlantique vers l'espace indo-pacifique dans lequel nous sommes immergés ? Comment affecte-t-il finalement la corrélation des forces au niveau mondial ?



L'un de ceux qui ont posé certaines de ces questions est Glenn Diesen, un professeur peu connu d'une université de province en Norvège, auteur de « *Russian Conservatism* » (2021). Son profil [wikipedia](#) le présente comme rien

de moins qu'un idéologue diabolique au service du Kremlin, pourtant le simple fait est que cet auteur est l'un de ceux qui ont le mieux expliqué la genèse et les présupposés de la mentalité dominante au Kremlin.

Diesen n'explique pas la « Russie de Poutine », et encore moins les sentiments et le pouls de la société russe, mais la mentalité et les convictions du groupe dirigeant russe et de ses intellectuels organiques. Que cette idéologie soit une chimère ou non, qu'elle ait des racines et un avenir dans la société russe ou qu'elle soit, au contraire, la construction intellectuelle de dirigeants décomplexés d'une grande puissance à la recherche de la consolidation de son régime autocratique en crise, c'est quelque chose que seul le temps nous dira. Mais pour comprendre la situation actuelle, il est nécessaire de s'y intéresser, quelle que soit sa véritable substance.

Nouvelle synthèse

Le nouveau conservatisme russe a été formulé comme une alternative à la fois au passé soviétique et au libéralisme des années 1990. Dans le même temps, des aspects des deux périodes veulent être intégrés dans le nouveau récit national conservateur afin d'affirmer une « continuité historique » qui surmonte les ruptures « révolutionnaires » caractéristiques de l'histoire russe et considérées comme responsables de tant de désastres, de stagnations et de faiblesses. Surmonter ce défaut et affirmer une dynamique de modernisation et de changement harmonieux, organique, graduel, continu, assumable par l'ensemble de la société est une idée que Poutine a défendue dans les premières années de son mandat, alors qu'il était encore un occidental libéral-conservateur favorable à la réintégration de la Russie dans la « civilisation », comme on disait à l'époque. L'idée, commune à tous les prétendus « démocrates » russes - en réalité des partisans autoritaires du marché à l'esprit stalinien - était que la période soviétique avait exclu l'URSS de la civilisation à laquelle il fallait revenir. Dans sa volonté de stabilisation, M. Poutine a introduit un amendement important à l'intention des autoritaires russes du marché : ce qui est nouveau doit être construit sur le passé sans rompre avec lui, a-t-il déclaré.

Dans cette volonté de continuité, le régime russe pratique aujourd'hui une synthèse conservatrice de tout ce qui est utile dans l'histoire nationale pour la consolidation et le développement social : symboles soviétiques, canonisation de Nicolas II et revendication des tsars les plus glorieux, hymne soviétique, Staline et les épopées de son époque, tout en condamnant ses crimes.

Contrairement à ce qui est souvent affirmé avec désinvolture, le régime ne se réclame pas du stalinisme, et encore moins d'un modèle en la matière, mais pratique un équilibre. En mars 2010, Poutine s'est joint au Premier ministre polonais Donald Dusk lors de la commémoration des massacres de Katyn pour tenter de se réconcilier avec la Pologne et a qualifié le pacte Molotov-Ribbentrop d'« immoral », tandis que l'Église orthodoxe stigmatisait Staline comme un « monstre ». L'idée est désormais que le XXe siècle ne peut être éradiqué ou jeté hors de la mémoire et de l'identité nationales, car cela reviendrait à compromettre le développement organique en adoptant et en retombant dans une « rupture révolutionnaire ».

Tout cela est très choquant, surtout pour les observateurs qui n'ont pas été familiarisés avec les expériences des années 1990 en Russie et qui n'ont donc pas le recul nécessaire pour comprendre la logique de ces développements.

Le continuateur idéal

En 1999, le journal dominical *du New York Times* a dépeint Vladimir Poutine, le successeur nouvellement désigné

d'Eltsine, de la manière suivante. Poutine sera, disait-il, « *une version humanitaire de Pierre le Grand, le dirigeant qui ouvrira le pays à l'influence du monde, une Russie plus douce et plus dynamique que jamais* ».

Deux décennies plus tard, le régime russe prétend mettre fin au tournant occidental opéré par le tsar Pierre le Grand il y a trois cents ans, et les mêmes experts du *grand journal newyorkais* décrivent régulièrement Poutine comme un « *fasciste* » et un « *dictateur* », un « *criminel de guerre* » et un « *génocidaire* », et le président US lui-même le qualifie de « *meurtrier* » qui doit être écarté du pouvoir. L'invasion de l'Ukraine a évidemment joué un rôle, mais le glissement vers une caractérisation et une diabolisation résolument négative du personnage remonte à bien avant. Il convient de revoir la logique de cette évolution.

En 1999 et en l'espace de quelques mois, Eltsine, sénile et fantasque, avait choisi son successeur, conseillé par sa fille Tatiana, parmi une douzaine de candidats. Le vieux président a contemplé son héritage. Eltsine s'était fait remarquer dans les années 1980 en dénonçant les « *privilèges de la nomenklatura* » et les limites de la démocratisation de Gorbatchev. Eltsine a dissous l'URSS pour s'emparer du Kremlin ; il a instauré un chaos sans précédent de vols, de corruption et d'inégalités qui a permis la reconversion sociale de la caste dirigeante en une classe possédante ; et il a rendu ridicules ces « *privilèges de la nomenklatura* » à côté du capital nouvellement détourné. Pour réaliser tout cela, Eltsine a rétabli le système autocratique russe traditionnel dont la *perestroïka* avait été une brève parenthèse et une exception.

Avec tout cela à son actif, à la fin de son mandat, le vieil autocrate était conscient qu'il laissait le pays dans le désordre. Il fallait mettre de l'ordre, mais un ordre qui ne soit pas compris comme un retour au passé communiste, qui ne remette pas en cause la privatisation ou l'« *économie de marché* ». Il fallait corriger, sans démonter, tout en maintenant la continuité. La Russie devait se remettre sur pied et être à nouveau respectée. Des épisodes tels que celui de la Yougoslavie, dans lequel la puissance russe avait été ignorée par l'Occident et condamnée à un rôle d'acolyte impuissant, ne pouvaient se répéter.

Poutine était un homme totalement désenchanté par la période soviétique. Avec lui, il n'y avait pas le moindre risque de retour à l'ancien régime. M. Poutine a été parfaitement clair sur la supériorité de l'« *économie de marché* », sur le fait que la privatisation ne pouvait pas être inversée, quelle que soit son apparence de pillage. Le fait qu'un tel homme soit issu des rangs moyens ou inférieurs du KGB était un bonus supplémentaire. Le KGB étant beaucoup moins corrompu que l'appareil d'État dans son ensemble, tout cela offrait une moyenne tout à fait conforme à la situation : ramener l'ordre sans revenir au passé, se faire respecter sans renoncer à l'alignement sur l'Occident, ce que les libéraux-staliniens russes appelaient la « *civilisation* ». De plus, Poutine était un homme loyal qui offrait quelque chose de fondamental, des garanties de sécurité personnelle : que Eltsine et sa famille ne seraient pas persécutés pour avoir dissous l'URSS et laissé le pays en ruines. Pour toutes ces raisons, Poutine a été choisi. Sur le plan international, la situation était critique.

De la « *Maison européenne commune* » à l'*Euro_Atlantide*

Le projet gorbatchévien d'une « *Maison européenne commune* », de Lisbonne à Vladivostok, c'est-à-dire une grande intégration européenne, pluraliste et respectueuse de la diversité interne de l'ensemble, avec une sécurité continentale intégrée et visant une multipolarité axée sur la résolution des défis du siècle, une « *nouvelle civilisation* », sans armes de destruction massive, attentive aux problèmes du Sud et à la résolution des questions environnementales, s'était effondrée. De l'idée de Gorbatchev de « *surmonter* » la guerre froide, on était passé à autre chose : le discours du président Bush-père sur la « *victoire* » occidentale dans la guerre froide. La nouvelle musique du président étasunien était sans équivoque :

« *Par la grâce de Dieu, l'Amérique a gagné la guerre froide. Certains disent que nous pouvons tourner le dos au monde, que nous n'avons pas de rôle particulier à jouer, mais nous sommes les États-Unis d'Amérique, le leader de l'Occident qui est devenu le leader du monde, et nous continuerons donc à être leader pour soutenir la liberté partout dans le monde* »

Le sommet de l'OTAN à Rome en 1991 a suivi cette voie : la dissolution du Pacte de Varsovie n'a pas affecté sa raison d'être ni son rôle, qui devait être mondialisé, a-t-il dit.

« *Euro-Atlantide* » avait pris le relais de la « Maison commune européenne ». Ce changement conceptuel qui a mis un terme à la guerre froide a été possible pour trois raisons.

Tout d'abord, comme nous l'avons expliqué dans des articles précédents [Haciendo memoria - Rafael Poch de Feliu](#) en raison de la tromperie et du non-respect des promesses verbales faites à Gorbatchev et des documents signés avec l'URSS, tels que la [Charte de Paris](#) pour la nouvelle Europe et l'accord 2+4 pour la réunification allemande, qui ont mis fin à la guerre froide. Deuxièmement, la priorité des États-Unis de rester présents sur le continent afin d'empêcher l'émergence d'un nouvel acteur européen autonome majeur dans le monde. Pour des raisons géographiques, l'intégration européenne de Gorbatchev a laissé Washington à l'écart, ce qui a diminué sa puissance mondiale. Et troisièmement, en réaction aux spectacles de la Russie elle-même. En 1991, il y a eu deux coups d'État, le coup avorté d'août par les conservateurs du PCUS contre la perestroïka et le coup réussi de décembre dissolvant l'URSS. En 1993, le coup d'État d'octobre de Eltsine abolit le pluralisme institutionnel à coups de canon et transforme un parlement efficace en une Douma consultative dotée d'une constitution autocratique. Le premier « *geste d'autorité* » du nouveau régime a été la tentative désastreuse d'écraser militairement la rébellion tchétchène. Et autour de tout cela, le spectacle du pillage économique du pays, avec des dizaines de décrets de privatisation rédigés par des conseillers US...

Gorbatchev et l'URSS avaient la crédibilité nécessaire pour proposer un grand projet international depuis la position d'une superpuissance qui se retirait généreusement et inconditionnellement de son espace impérial. La Russie d'Eltsine n'avait plus cette crédibilité. Eltsine, c'était la restauration d'une autocratie bananière dont l'armée a été battue en 1994 par six mille guérilleros tchétchènes dans le Caucase du Nord... Ayant installé l'idée que ce serait toujours le cas, qui pourrait prendre la Russie au sérieux ? C'est donc en raison de ces trois facteurs que l'*Euro-Atlantide* a facilement prévalu sur la « maison commune européenne ». Et l'essence de l'*Euro-Atlantide* était une Europe élargie représentée par une UE en expansion, néolibérale et sans institutions démocratiques, imposant uniformité et discipline (la Yougoslavie frondeuse a été éliminée, profitant de ses graves problèmes internes), ainsi qu'une sécurité exclusive taillée sur mesure pour la tutelle étasunienne. Au lieu de contribuer à la multipolarité et au consensus international, la nouvelle formule pointait vers quelque chose de beaucoup plus autoritaire et dictatorial dans les relations internationales : l'hégémonisme.

La Russie bafouée

C'est dans ce contexte complexe que Vladimir Poutine est arrivé à la présidence d'une Russie en ruine : comme un libéral-conservateur prêt à ordonner et à corriger les désastres des années 1990, reconstruisant l'autorité de l'État sans remettre en cause le vecteur occidentaliste fondamental de la période précédente. Dans l'un de ses premiers discours (décembre 1999), il a déclaré ce qui suit :

« Nous achevons la première phase de la transition des réformes politiques et économiques. Malgré les difficultés et les erreurs, nous avons atteint le chemin sur lequel se trouve l'ensemble de l'humanité. Seule cette voie offre une

réelle perspective de croissance économique dynamique et d'amélioration du niveau de vie de la population. Il n'y a pas d'alternative ».

Quelques mois plus tard, en 2000, il insistait : « *La Russie fait partie de la culture européenne et je ne peux imaginer mon pays en dehors de l'Europe ou, comme nous le disons, séparé du « monde civilisé » (...) voir l'OTAN comme un ennemi est destructeur pour la Russie* ». Le 25 septembre 2001, Poutine a expliqué en allemand devant le Bundestag que « les droits et libertés démocratiques » sont « l'objectif clé de la politique intérieure de la Russie » et que, pour la première fois, le budget militaire est inférieur aux dépenses sociales dans son pays.

À partir de ce discours libéral continuiste, Poutine a commencé à ramener l'ordre en Russie. Il a repris le contrôle de l'État sur ses industries extractives stratégiques, a discipliné les oligarques par un pacte de loyauté envers l'État et a cherché à s'intégrer dans l'image occidentale à partir d'une position moins faible. Après les attentats du 11 septembre 2001 à New York, il a été le premier à offrir à George W. Bush sa « pleine coopération ». Il a facilité l'établissement de bases militaires US en Asie centrale, offert une importante coopération en matière de renseignement militaire pour l'invasion étasunienne de l'Afghanistan (automne 2001), s'est ouvert à un condominium des riches ressources de la région caspienne et de la Transcaucasie.....

Ça n'a servi à rien. Tout cela a été interprété comme une faiblesse et comme l'expression d'une soumission logique. Elle n'a eu aucun effet sur l'attitude de l'Occident à l'égard de la Russie. Au contraire, moins il y avait de désordre en Russie, plus sa mauvaise image de négateur des valeurs démocratiques grandissait en Occident. Certes, le pays connaissait un durcissement autoritaire de l'ordre intérieur, mais aussi une croissance sans précédent depuis plus d'une génération : le taux de pauvreté a été divisé par deux, l'espérance de vie moyenne des hommes, qui avait chuté de cinq ans dans les années 1990 (59 ans !) et entraîné un effondrement démographique d'un demi-million de morts, est passée à 66 ans. Et plus ces succès se produisaient, plus Poutine était mal perçu en Occident, car ni Washington ni Bruxelles n'acceptaient une Russie adulte et rétablie.

Le rouleau compresseur de l'*Euro-Atlantide* progresse. L'absorption par l'UE et l'OTAN de pays de l'Est et de l'ex-URSS qui éprouvaient un fort ressentiment à l'égard de la Russie et étaient plus proches de Washington que de Bruxelles a facilité la reconstruction de l'image d'un ennemi dont l'échafaudage poussiéreux était encore intact dans l'entrepôt occidental de la guerre froide. Les objections répétées de Moscou aux décisions de sécurité européenne sans la Russie et de plus en plus contre la Russie ont été ignorées. Les tensions résultant de l'élargissement de l'OTAN ont été utilisées pour justifier la raison d'être de l'OTAN. L'OTAN elle-même a créé la raison de son existence. L'histoire de la Seconde Guerre mondiale a été réécrite en assimilant le nazisme au stalinisme [No es lo mismo - Rafael Poch de Feliu](#) L'impression que toute mesure de consolidation intérieure de la Russie ou toute demande de prise en compte de ses intérêts en matière de sécurité n'est pas acceptée à l'étranger et se retourne même contre elle (par exemple, le discours musclé de Poutine à Munich en 2007), a alimenté le mécontentement de l'élite russe à l'égard de l'Occident et a conduit à l'établissement d'un nouveau conservatisme au sein de la direction russe et de ses intellectuels organiques, fortement médiatisé par d'anciens cadres de l'appareil de sécurité que Poutine avait placés aux postes de confiance.

Les États-Unis étaient compris et respectés. Après tout, les États-Unis ont toujours voulu dominer la Russie, mais à l'égard de l'Union Européenne, au-delà de l'Allemagne et de la France, ou de pays sans importance internationale comme l'Espagne, le sentiment était différent : le mépris. Moscou en est venu à mépriser l'UE comme une marionnette des États-Unis, dépourvue de toute souveraineté et à la merci des budgets russophobes de pays comme la Pologne et les républiques baltes, pour qui la russophobie est la principale contribution à la discipline *euro-atlantide*. Ainsi, au fur et à mesure de l'aggravation et du rejet de toute consolidation de la Russie, à Moscou, ce conservatisme a progressivement évolué vers la droite et l'anti-occidentalisme. Aujourd'hui, il est pleinement ancré dans l'élite russe.

La Russie d'aujourd'hui est comme une amoureuse éconduite qui a été larguée par son petit ami.

Entre la Crimée et les retraites

L'opinion publique russe a clairement soutenu les efforts de restauration et de consolidation de Poutine au cours des dix premières années de son mandat. Ceux qui s'opposaient au gouvernement de Poutine, les médias et les particuliers, étaient sans hésitation réprimés. Avec des prix du pétrole à un bon niveau, la détérioration de la vie a été stoppée et le prestige du président est resté élevé. Au fil des années et des difficultés des différentes crises, ce soutien a diminué (70% en 2016, 33% en 2019), l'économie, qui a poursuivi son cours néolibéral, a stagné, emprisonnée dans une intégration à la mondialisation qui la condamne à une dépendance extrême. Dans le même temps, le discours officiel mettait de plus en plus l'accent sur l'identité de grande puissance.

Au milieu des années 2000, la Russie a mentalement quitté l'orbite occidentale. L'objectif était de consolider l'environnement post-soviétique et de l'intégrer dans une relation politique et économique qui ne soit pas hostile à Moscou. L'effondrement définitif de l'influence russe en Ukraine en 2014, dû à un mélange de révolte populaire et d'opération de *changement de régime* parrainée par l'Occident, a marqué un changement radical : la possibilité d'une Ukraine passerelle s'est effondrée et la réalité d'une Ukraine définitivement hostile et belliqueuse s'est installée, dominée par une identité nationaliste très active dans laquelle seul peut-être un tiers de la nation se reconnaît, le reste étant soit silencieux passivement, soit en désaccord à des degrés divers. Dans ce contexte, l'Ukraine est devenue une ligne de front et une obsession pour le Kremlin.

Le nationalisme russe avait déjà dénoncé dans les années 1990 (Soljenitsyne l'a formulé très clairement) l'aberration de voir des territoires russes comme le sud-est du pays (Kharkov, Odessa, Crimée) faire partie de l'Ukraine. Le changement de régime de 2014 à Kiev a démontré la profonde faiblesse de la politique de Moscou à l'égard de son environnement post-soviétique, mais a été compensé par la consolation de l'annexion de la Crimée, dans une opération sans faille qui représentait un défi militaire inacceptable pour l'hégémonisme occidental et était perçue comme indiscutable par la plupart des Russes. L'opération a redoré le blason de Poutine, mais son effet a été temporaire. La forte protestation sociale contre l'augmentation de l'âge de la retraite et la privatisation néolibérale des retraites, que Poutine a dû freiner, a rappelé que la plupart des Russes préfèrent le bien-être et un ordre social plus juste au sacrifice sur l'autel de l'identité de la grande puissance.

Au fur et à mesure que se sont accrues les difficultés pour assurer une protection sociale plus ou moins stable et pour donner un semblant de démocratie à une autocratie présidentielle sans possibilité de changement de pouvoir par les urnes, le discours officiel d'une grande puissance méprisée s'est accentué. Après le concept de « *démocratie gérée* », déjà utilisé à la fin des années 1990, est venu le concept de « *démocratie souveraine* », un concept qui rejette l'hégémonie libérale et toute supervision occidentale des affaires intérieures.

« [Dans le monde d'aujourd'hui, une grande puissance n'est pas celle qui impose sa volonté aux autres, mais, au contraire, celle qui ne permet à personne de lui dicter sa volonté et qui, si nécessaire, est capable d'opposer une force supérieure à la pression extérieure », explique l'analyste Dmitry Trenin. « La Russie a la capacité et les ressources nécessaires pour suivre une voie de développement autonome et une politique étrangère indépendante, et c'est ce qui en fait une grande puissance »)].

« Nous sommes la civilisation »

Les impératifs d'affirmation de la souveraineté et du statut de grande puissance ont déterminé la révision et la critique du libéralisme et la défense du conservatisme.

« En plaçant l'individu au centre, le libéralisme a fait progresser des idées profondes telles que la démocratie et les

droits de l'homme dont toute société saine a besoin, mais le libéralisme s'était développé dans le cadre de l'État-nation et avait d'autant mieux réussi qu'il avait été limité et équilibré par des principes conservateurs », explique M. Diesen. « Les excès du libéralisme ont abouti à son détachement par rapport à l'État-nation, ce qui conduit de manière prévisible à la fragmentation et à la révolution. Dans cet excès, « l'individu est libéré d'être défini par la nation et la culture auxquelles il appartient, libéré de l'église, de la famille, des traditions, et même de son sexe biologique ». « Dans cette dégénérescence, une lutte entre le nationalisme et le cosmopolitisme surgit en tant que réaction ». « Dans le consensus néolibéral sanctifiant des forces libérées du marché, la gauche et la droite sont également incapables de poursuivre leurs engagements idéologiques et sont prises dans des guerres culturelles dans lesquelles tout le monde est perdant », déclare Diesen.

Dans les relations internationales, *« le libéralisme devient la norme hégémonique »* et la légalité est banalisée à volonté. Les frontières de la Serbie sont modifiées, l'Irak est envahi, la loyauté d'une *« alliance des démocraties »* est invoquée comme alternative à l'ONU et l'arbitraire est appelé *« ordre international fondé sur des règles »*. *« Cela conduit à une division binaire simpliste du monde en « démocraties » et « autoritarismes » qui est incapable de comprendre les complexités de la politique internationale. L'ambiguïté permet de tout justifier à volonté : « que l'ordre international fondé sur des règles' donne la priorité au principe d'intégrité territoriale ou à celui d'autodétermination au Kosovo et en Crimée dépend des intérêts de l'Occident. La souveraineté disparaît parce que les invasions deviennent des "interventions humanitaires » et les coups d'État des « révolutions démocratiques ». Ainsi, « l'incapacité à contenir les excès du libéralisme par des principes conservateurs dans l'ordre interne, et par l'égalité des souverainetés dans l'ordre externe, aboutit à la dégénérescence des idéaux libéraux ».*

Un document de 2014 sur les fondements de la politique culturelle de l'État indiquait clairement que l'objectif d'intégration de la Russie dans la *« civilisation »* (occidentale) avait expiré, déclarant que *« la Russie doit être considérée comme une civilisation unique et originale qui nécessite le rejet de principes tels que le multiculturalisme et la tolérance envers ceux qui imposent des valeurs étrangères à la société »*. Il ne s'agissait plus de *« revenir »* à la *« civilisation »* dont l'URSS avait été la négation, une sorte d'aberration historique sans rapport avec l'histoire nationale russe et l'œuvre des bolcheviks étrangers, mais de souligner que la Russie et son monde sont une civilisation. *« Les Russes sont la matrice de la civilisation russe (...) mais ils sont et peuvent être Russes, Tatars, Yakoutes, Tchétchènes et la mosaïque ethnique du Daghestan »,* déclare Dmitry Trenin. *« L'orthodoxie est la religion majoritaire, mais la tradition de tolérance religieuse permet une coexistence pacifique entre les principales religions indigènes : orthodoxie, islam, bouddhisme et judaïsme »,* dit-il. *« Les États-Unis garantissent la paix, la prospérité et le développement sur un immense territoire allant de la Baltique à la mer du Japon et de l'Arctique à la mer Caspienne. C'est précisément le pouvoir étatique commun qui constitue la valeur la plus importante pour cette civilisation complexe ».* À partir de cette reformulation, les travaux de philosophes conservateurs tels qu'Ivan Ilyin, Nikolai Berdiaev et Vladimir Soloviov ont été diffusés, et le concept d'eurasisme a été relancé.

Eurasianisme compensatoire

Alors que l'ordre libéral international ne laisse aucune place à la Russie en Europe et qu'en même temps la montée en puissance de la Chine annonce la fin de la domination mondiale occidentale caractéristique des siècles derniers, l'eurasisme trouve une double signification idéologique et géoéconomique : d'une part, il est une réponse au grief de cette Europe libérale décadente, qui dissout les valeurs sociales essentielles (famille, religion, patrie) et confond les genres en affirmant les différences des minorités sexuelles, et d'autre part, il est en phase avec le déplacement du pouvoir mondial vers l'Asie.

Le rapprochement avec la Chine a également été provoqué par la stupidité stratégique des États-Unis, qui ont soumis et continuent de soumettre Moscou et Pékin au même type d'encerclement militaire, de blocus et de sanctions. Pour atténuer le danger de devenir la *« petite soeur »* de la Chine, une puissance à l'économie dix fois

plus importante et au dynamisme social nettement supérieur, Moscou entretient et forge également des relations fortes avec des puissances asiatiques méfiantes à l'égard de la Chine, comme l'Inde et le Vietnam, et jette même des ponts vers la Corée du Sud et le Japon - aujourd'hui détruits par l'invasion de l'Ukraine - en quête d'un certain équilibre compensatoire. Et tout cela dans le contexte de la théorie de MacKINDER selon laquelle la domination de la matrice continentale eurasiennne est appelée à prendre le relais des empires maritimes occidentaux, l'UE devenant une simple « péninsule eurasiennne ». La clé de cette prise de contrôle est le développement de corridors énergétiques et de transport, la mise en place de nouveaux instruments financiers et la création de ressources de réseaux sociaux en vue de gagner en indépendance vis-à-vis des monopoles numériques US considérés comme des appareils de domination, de censure et de guerre hybride.

« Le conservatisme est une troisième voie pour échapper au libéralisme sans retomber dans le communisme. L'eurasisme recherche une consolidation géopolitique qui lui permette de traiter sur un pied d'égalité avec l'Europe », déclare le Norvégien Glenn Diesen. « Le problème de la Russie était qu'elle était en permanence dans un état d'interdépendance asymétrique avec l'Occident, c'est-à-dire qu'elle était beaucoup plus dépendante que l'Occident n'était dépendant d'elle, ce qui donnait à l'Occident une grande prépondérance. Il s'agissait d'un problème grave car l'architecture de sécurité était également construite sur l'héritage d'une guerre froide qui n'avait jamais pris fin. La Grande Eurasie est une tentative de compenser ce déséquilibre ».

Un régime plus dur et plus social

L'invasion de l'Ukraine est une tentative préemptive de la Russie pour changer un ordre qu'elle considère injuste et défavorable et qui se serait terminé par une guerre majeure contre la Russie, disent les intellectuels organiques du Kremlin. La modernisation intensive des forces armées ukrainiennes par l'OTAN avec des millions de financement et la formation de dizaines de milliers de militaires par des instructeurs occidentaux immédiatement après le changement de régime de 2014, ainsi que la nouvelle doctrine militaire ukrainienne visant à reconquérir militairement la Crimée et le Donbas, ont fait d'une guerre de l'Ukraine contre la Russie « une simple question de temps », répète Poutine. L'invasion de l'Ukraine est donc une guerre préventive, dit-il.

La guerre actuelle annonce un changement fondamental dans l'équilibre mondial du pouvoir. Soudain, l'influence des États-Unis sur l'Europe s'est considérablement accrue. L'Union Européenne est devenue une filiale de l'OTAN. Du jour au lendemain, une domination étasunienne sans faille sur le vieux continent a été rétablie. Le projet eurasiennne sino-russe d'intégration de l'UE dans un grand axe continental eurasiennne est sérieusement compromis. L'Europe rompt avec la Russie et la Chine, ce qui l'affaiblira économiquement et la liera davantage aux États-Unis sur le plan politique.

Pour la Russie, la rupture avec l'Occident posera d'énormes tests et dilemmes. Le discours du nouveau conservatisme russe ne vise rien de moins qu'à mettre fin à une orientation vieille de trois siècles. Si ce discours parvient à survivre à la guerre en Ukraine, c'est-à-dire s'il n'y a pas d'effondrement du régime russe, [Hacia una quiebra en Rusia - Rafael Poch de Feliu](#) le nouveau « rideau de fer » est en place. Mais s'agira-t-il seulement d'un rideau géographique, par exemple le Dniepr jouant le rôle de l'Elbe, ou quelque chose de plus transversal ?

Lorsque le président Biden affirme qu'il existe une division dans le monde entre les « démocraties » et les « autocraties », il semble laisser de côté d'autres fractures, dont celle qui traverse la société de son propre pays entre les « nationaux-patriotes » à la Trump et les « mondialistes cosmopolites ». Une fracture transversale qui traverse et crée des fractures dans l'Union Européenne elle-même (Hongrie, Pologne...), dans les nations européennes (Macron/Le Pen) et même à gauche, comme le montre la polémique entre une « gauche de droite » (libérale dans la culture et les « modes de vie » mais conformiste vis-à-vis du néolibéralisme et de l'impérialisme), et ce qu'on appelle le « rojipardisme ».

En Russie, en revanche, la guerre, les sanctions et les blocus visant à « briser » la Russie (Ben Hodges, chef des troupes US en Europe), à « la mettre à genoux » (éditorial du *New York Times*), à « détruire son économie » (Liz Truss, ministre britannique des affaires étrangères), à « la ruiner » (son homologue verte allemande) et à « démanteler, étape par étape, la puissance industrielle de la Russie » (Ursula von der Leyen), transformeront le régime politique. [Changement de régime - Rafael Poch de Feliu](#). Privée des investissements occidentaux et des paradis fiscaux, l'élite russe pourrait être amenée à investir dans le pays. Le consensus interne face aux « menaces existentielles » devra être alimenté par une économie de guerre plus sociale pour laquelle le néolibéralisme ne fonctionne tout simplement plus. Quant aux dissidents et aux opposants qui n'ont pas émigré (100 000 Russes ont quitté le pays en mars, la plupart étant des jeunes qualifiés), la chronique des mauvais traitements et de la répression de ces dernières années pourrait devenir un heureux souvenir...

Seul le temps nous dira si ce virage néocon de l'élite russe, lentement tapie et désormais installée au Kremlin, est socialement durable et a un avenir, ou si, au contraire, il s'agit de la tentative désespérée de survie d'un régime inadapté à la réalité sociale du XXI^e siècle.

Rafael Poch de Feliu* para su [Blog personal](#)

[Rafael Poch de Feliu](#). Catalunya, 9 de mayo de 2022

* **Rafael Poch de Feliu** a été durant plus de vingt ans correspondant de « *La Vanguardia* » à Moscou à Pékin et à Paris. Avant il a étudié l'Histoire contemporaine à Barcelone et à Berlin-Ouest, il a été correspondant en Espagne du « *Die Tageszeitung* », rédacteur de l'agence allemande de presse « *DPA* » à Hambourg et correspondant itinérant en Europe de l'Est (1983 à 1987). [Blog personnel](#). Auteur de : « La Gran Transición. Rusia 1985-2002 » ; « [La quinta Alemania](#). Un modelo hacia el fracaso europeo » y de « [Entender la Rusia de Putin](#). De la humillación al restablecimiento ». Blogs : [Diario de París](#) ; [Diario de Berlín \(2008-2014\)](#) ; [Diario de Pekín \(2002-2008\)](#) ; [Diario de Moscú \(2000-2002\)](#) ; [Cuaderno Mongol](#)

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiassi.

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 30 mai 2022

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org